
SEMPA

2 RUE ROBERT SCHUMAN – 13200 ARLES

**MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICE
FORFAITAIRE
POUR LA REALISATION DE DIAGNOSTICS**

**OBLIGATOIRE LORS DE LA
MISE EN LOCATION**

SOCIETE :.....
MARCHE N° :.....
SIGNATURE LE :.....
PRISE D'EFFET LE :.....

ACTE D'ENGAGEMENT

- Fournir une page par contractant -

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR

La société SEMPA.....
 Représentée aux présentes par Mr Thierry Sabadel Directeur Général
 2 rue Robert Schuman – 13200 ARLES

ARTICLE 2 –CONTRACTANT(S)

JE, contractant unique soussigné,

Monsieur.....
 représentant la société.....
 en qualité de.....
 dûment mandaté à cet effet
 ayant son siège social.....

 numéro d'identification S.I.R.E.T.....

NOUS, cotraitants soussignés, engageant ainsi les personnes morales ci-après, groupées conjointes / solidaires les unes ou autres, et désignées dans le marché sous le nom "entreprise"

Monsieur.....
 représentant la société.....
 en qualité de.....
 dûment mandaté à cet effet
 ayant son siège social.....

 numéro d'identification S.I.R.E.T.....

et étant, pour tout ce qui concerne l'exécution du présent marché, représenté par
mandataire commun du groupement, après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives (C.C.A.) et de l'ensemble des documents qui y sont mentionnés, après avoir établi la déclaration prévue à l'article R.433-9 du Code de la Construction et de l'Habitation.

AFFIRME (AFFIRMONS), sous peine de résiliation de plein droit du marché, qu'aucune des personnes morales pour lesquelles nous intervenons ne tombe sous le coup des interdictions découlant de l'article 50 de la loi n°52-401 du 14 avril 1952, modifiée par l'article 56 de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978.

M'ENGAGE (NOUS ENGAGEONS), sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par le cahier des clauses administratives (C.C.A), à exécuter les prestations décrites en objet aux conditions particulières ci-après.

ARTICLE 3 - OBJET

Le présent marché concerne la réalisation des prestations relatives à :

Un marché de réalisation de différents diagnostics dans des bâtiments d'habitation conformément aux dispositions réglementaires.

ARTICLE 4 - OFFRE DE PRIX

4.1. Conditions générales de l'offre de prix

Le marché sera de type marché forfaitaire suivant les prix bordereau prévu à l'article 4.2.1. de l'acte d'engagement.

Le marché est passé à prix fermes et non actualisables.

Les travaux seront rémunérés par application de la quantité réellement commandée dont la validité est portée au présent marché à 1 an dans les conditions définies aux chapitres 6 et 9 du C.C.P :

- Le mois M est le mois de décembre 2014
- Le mois Mo est le mois de mai de l'année N-1 par rapport à l'année de la prise d'effet du marché suivant

4.2. Montant de l'offre

4.2.1 Bordereau de prix

DIAGNOSTIC	PRIX UNITAIRE H.T
DPE	
AMIANTE	
SURFACES HABITABLES	
DPE/SURFACE HABITABLE	
DPE/AMIANTE/SURFACE HABITABLE	

Les prix indiqués s'entendent comme des prix de diagnostic individuel ou un diagnostic global obligatoire en fonction de la date des travaux du logement.

Le titulaire du marché s'assurera et notifiera le bon fonctionnement du détecteur automatique de fumée de chaque logement.

4.3. Sous-traitance

Le montant unitaire des prestations que j'envisage de sous-traiter est de :

..... Euro TTC

Il se décompose de la façon suivante, conformément aux annexes ... à ... au présent acte d'engagement :

	Nom du sous-traitant	Prestations sous-traitées HT	TVA au taux de 19,6 %	Montant sous-traité en € TTC

4.4.

Créance

Le montant maximum de la créance que je pourrai / nous pourrons céder (nantissement ou bordereau loi Dailly) est égal au **montant total TTC du marché** déduction faite du **montant total TTC** des prestations sous-traitées soit la somme de : Euro TTC.

ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHE

Le marché prend effet dès sa notification, pour une durée initiale de douze (12) mois, tacitement reconductible par période d'un (1) an.

Chaque partie peut dénoncer le marché en faisant part à l'autre partie de sa décision, par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois (3) mois avant la fin de la période de validité du marché en cours. Dans le cas contraire, le marché est reconduit pour une nouvelle période d'un (1) an.

La durée maximale de validité du marché, reconductions comprises, est limitée à trois (3) ans. En tout état de cause, le marché prend fin trois (3) années après notification du marché.

Le maître d'ouvrage peut adresser des bons de commande au prestataire jusqu'au dernier jour de validité du marché, le prestataire étant tenu dans ce cas d'exécuter les prestations qui lui ont été notifiées, même si son intervention se situe après le terme du délai de validité du marché.

ARTICLE 6 - PAIEMENTS

Le Maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant indiqué en annexe au présent acte d'engagement au crédit des comptes ci-après selon la décomposition jointe à annexe au présent acte d'engagement.

Compte ouvert au nom de

Sous le numéro : Clé R.I.B. :

Banque - Adresse :

Code banque : Code guichet :

Compte ouvert au nom de

Sous le numéro : Clé R.I.B. :

Banque - Adresse :

Code banque : Code guichet :

Compte ouvert au nom de

Sous le numéro : Clé R.I.B. :

Banque - Adresse :

Code banque : Code guichet :

ARTICLE 7 - ACCEPTATION DE L'OFFRE

Le présent engagement ne vaut que si l'acceptation de l'offre est notifiée dans un délai de CENT VINGT (120) jours à compter de la date limite de remise de l'offre.

A, le

En deux exemplaires originaux

LES CONTRACTANTS

(mention manuscrite "lu et accepté", cachets et signatures)

LE MAITRE D'OUVRAGE

Signé

Au nom et par délégation

Le sous le numéro.....

ANNEXE 1 A L'ACTE D'ENGAGEMENT EN CAS DE SOUS-TRAITANCE**ACTE SPECIAL N°**

Demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement
du contrat de sous-traitance

MARCHE

Références
(Numéro du marché et date de notification)

Titulaire.....
(Nom et adresse de l'entrepreneur principal)

Objet
(Objet du marché conclu avec l'entrepreneur principal)

Montant en € HT.....
(Montant HT du marché conclu avec l'entrepreneur principal)

TVA au taux de..... %
(Taux de TVA applicable aux travaux objet du marché)

Montant en € TTC
(Montant TTC du marché conclu avec l'entrepreneur principal)

**PRESTATIONS AYANT DEJA FAIT L'OBJET D'UNE
SOUS-TRAITANCE ACCEPTEE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR**

Montant cumulé en € HT
(Montant cumulé HT des prestations déjà sous-traitées)

TVA au taux de %
(Montant cumulé de la TVA des prestations déjà sous-traitées)

Montant cumulé en € TTC.....
(Montant cumulé TTC des prestations déjà sous-traitées)

PRESTATIONS SOUS-TRAITEES OBJET DU PRESENT ACTE SPECIAL

Nature
(Nature des prestations sous-traitées par l'entrepreneur principal)

Montant en € HT.....
(Montant HT des prestations sous-traitées)

TVA au taux de %
(Montant de la TVA des prestations sous-traitées)

Montant en € TTC
(Montant TTC des prestations sous-traitées)

Nom, raison ou dénomination sociale.....

Adresse

Forme juridique de la société.....
(Indiquer si le sous-traitant est une personne physique ou une personne morale ;
dans ce dernier cas, indiquer la forme juridique de la société (SARL, SA ...))

Numéro d'identité d'entreprise (SIREN).....
(À renseigner pour les sociétés)

Numéro d'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers
(À renseigner pour les personnes physiques commerçantes ou les artisans)

Compte à créditer (établissement de crédit, agence ou centre).....
(Indiquer le nom de la banque du sous-traitant)

Adresse

Numéro de compte

CONDITIONS DE PAIEMENT DU SOUS-TRAITANT

Modalités de calcul et de versements des avances et acomptes

(Dans le cas où le contrat de sous-traité comporte de telles modalités, les indiquer)

Date (ou mois) d'établissement des prix

(Indiquer la date à laquelle ont été établis les prix entre entrepreneur principal et sous-traitant)

Modalités de révision des prix

(Indiquer les formules de calcul de révision des prix figurant au contrat de sous-traiter)

Stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections, et retenues diverses

(Indiquer tous éléments figurant au contrat de sous-traité pouvant avoir une incidence pécuniaire)

L'exemplaire unique du marché et le cas échéant l'exemplaire unique de chacun des avenants au marché principal : *(rayer suivant le cas l'une des deux formules ci-dessous)*

A été restitué par l'entrepreneur principal au **Pouvoir Adjudicateur** qui a modifié en conséquence la formule d'exemplaire unique initialement portée sur le marché et (le cas échéant) chacun de ses avenants

N'a (n'ont) pas été restitué(s) au **Pouvoir Adjudicateur** pour les motifs suivant : *(indiquer les motifs pour lesquels l'exemplaire unique ne vous a pas été restitué)*. Toutefois le montant du marché nanti ou la cession de créances (bordereau Dailly) par l'entrepreneur principal ne fait pas obstacle à la conclusion du présent avenant.

A.....Le

A.....Le

L'Entrepreneur principal

Au nom et par délégation
du **Pouvoir Adjudicateur**.

Signé
(nom/prénom/qualité)

Signé
(nom/prénom/qualité)

ANNEXE A L'ACTE D'ENGAGEMENT EN CAS DE SOUS-TRAITANCE

PIECES A JOINDRE

1. Déclaration (en deux exemplaires) du sous-traitant concerné attestant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 50 de la loi n°52-40 du 14 avril 1952.
2. Certificat de qualification
3. Attestation d'assurance responsabilité civile et décennale Entrepreneur.
4. Attestations des administrations, organismes ou comptables chargés de l'assiette et du recouvrement des impôts et cotisations sociales (Sécurité sociale, allocations familiales, congés payés et chômage intempérie).
5. Attestation figurant à l'article R.324-4 du Code du Travail

Dans tous les cas, l'un des documents suivant :

- Attestation de fourniture de déclarations sociales, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales incombant au sous-traitant et datant de moins d'un an
- Avis d'imposition afférent à la taxe professionnelle pour l'exercice précédent
- Attestations par lesquelles le sous-traitant justifie de la régularité de sa situation au regard des articles 43, 44, 45 et 46 du nouveau code des marchés publics
- Attestation de garanties financières prévue à l'article L.124-8 pour les entreprises de travail temporaire
- A défaut des documents mentionnés aux a, b et c ci-dessus, pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises

Lorsque l'immatriculation du sous-traitant au registre du commerce ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis)
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers
- Un devis, document publicitaire ou correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente
- Un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an.

Lorsque le sous-traitant emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par ce sous-traitant certifiant que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.143-3; L.143-5 et L.620-

ANNEXE 2 A L'ACTE D'ENGAGEMENT
ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ GENERALE
ENTREPRISE

A faire compléter par la compagnie ou son mandataire

Le signataire de la présente attestation certifie que :

Est à ce jour titulaire d'un contrat de responsabilité civile entreprise

Après de la compagnie .. :

Sous le numéro :

Ayant pris effet le :

La définition, portée sur la police, de l'activité assurée est la suivante :

Cette police prévoit notamment :

		Montant garanti	Franchise
I) EN COURS DE CONSTRUCTION			
1 - Vis-à-vis des tiers			
• Dommages corporels	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>		
• Dommages matériels - dégâts des eaux - incendie	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>		
• Dommages immatériels consécutifs	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>		
• Dommages immatériels non consécutifs	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>		
• Dommages causés aux existants (immeuble objet des travaux) y compris par incendie	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>		
• Dommages causés aux objets confiés (biens mobiliers)	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>		
• Dommages causés aux ouvrages des autres entrepreneurs	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>		
2 - Au profit de l'assuré			
• Dommages incendie, explosion, eau subis par les ouvrages matériels, matériaux de l'assuré	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>		
3 - RC du fait des sous-traitants et tâcherons (en cas d'absence ou d'insuffisance d'assurance et/ou d'insolvabilité)			
	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>		

		Montant garanti	Franchise
II) APRES RECEPTION DES TRAVAUX			
• Acquise sans limitation de durée	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>		
1 - Vis-à-vis des tiers			
• Dommages corporels	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>		
• Dommages matériels			
- dégâts des eaux	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>		
- incendie	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>		
- y compris causés à l'immeuble objet des travaux	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>		
• Dommages immatériels consécutifs	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>		
• Dommages immatériels non consécutifs	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>		
2 - RC du fait des sous-traitants et tâcherons (en cas d'absence ou d'insuffisance d'assurance et/ou d'insolvabilité)	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>		

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et limites du contrat auquel il se réfère.

Fait à,

Le

Pour servir et valoir ce que de droit.

Signature et cachet